

***Conjoncture du secteur agroalimentaire français***

----

***Un secteur touché par la crise et qui reste en proie à  
une guerre des prix toujours vive en rayons,  
complexifiant les conditions de la reprise.***

**Juillet 2020**

**Au plus fort de la crise, les entreprises de l'alimentation ont rempli leur mission : nourrir les français, en protégeant les salariés. A l'heure de la reprise et la relance industrielle, elles demandent à être entendues**

Au plus fort de la crise, les entreprises de l'alimentation ont rempli leur mission, solennisée par le chef de l'Etat, relevé le défi avec engagement, fierté et solidarité de nourrir les citoyens. En se réorganisant pour protéger leurs salariés et continuer à produire, en s'adaptant à l'évolution de la demande du consommateur, l'industrie agroalimentaire a tenu, affichant pendant la période de confinement un taux d'activité moyen de l'ordre de 75 %. Mais derrière ce « miracle quotidien », la pandémie a eu de nombreuses conséquences pour les industries agroalimentaires :

- Elle a fortement touché de nombreuses PME pour lesquels un sauvetage immédiat doit être assuré, en particulier pour les fournisseurs des CHR, qui sont restés durablement à l'arrêt.
- Elle a aussi rendu plus importants encore ses besoins d'investissements pour renforcer la souveraineté alimentaire du pays, tout en répondant à l'évolution de la demande des consommateurs vers une alimentation disponible et plus sûre, plus saine et plus durable.
- Elle a développé le poids du e-commerce, avec choix de produits appuyés sur des informations numériques.

C'est désormais l'heure de vérité pour les IAA. A l'heure actuelle, rien ne semble appréhendé comme avant : le comportement du consommateur évolue, dans ses choix et ses circuits d'approvisionnement. Dans cet environnement mouvant, une constante demeure : la guerre des prix en rayons, orchestrée par 4 grandes centrales d'achat. Après une année 2019 d'accalmie, le cru 2020 marque le retour de la déflation, alimentant une spirale destructrice de valeur pour les 17 000 entreprises agroalimentaires.

Pour les entreprises alimentaires, la transition écologique, numérique et digitale qui s'inscrit actuellement peut contribuer à soutenir l'activité économique en sortie de crise, tout en renforçant leur résilience. Deux préalables restent indispensables à la concrétisation de ces objectifs :

- un arrêt immédiat de la guerre des prix et le respect des dispositions prévues dans la loi EGAlim
- une politique industrielle volontariste, permettant des investissements massifs de modernisation des outils industriels

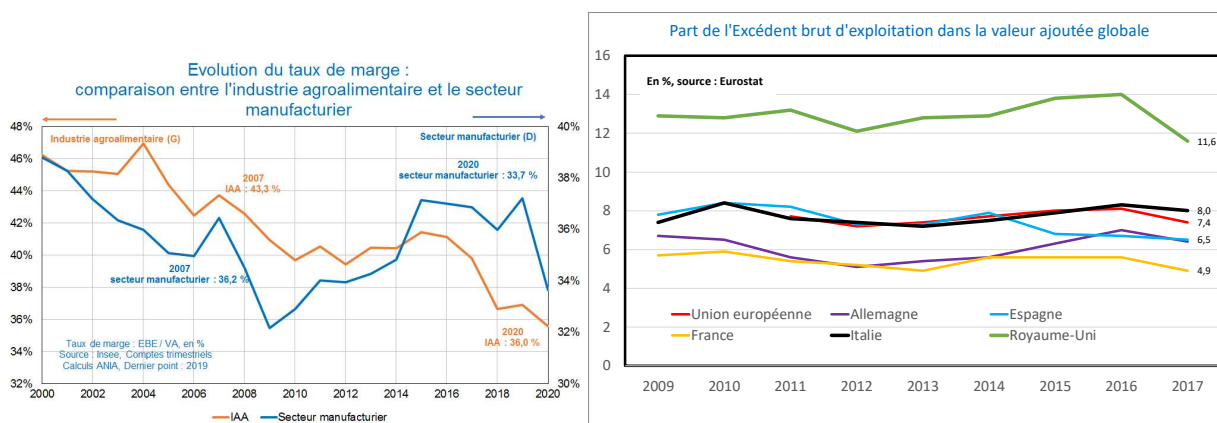
**Dans ces temps si troublés, le cadre politique se doit de donner aux entreprises tous les moyens de relever les défis qu'imposent les stratégies environnementales européennes et nationale et toute capacité pour investir dans les solutions de demain.**

**Vison à 360 degrés de la conjoncture du secteur : chiffres clés des IAA**

- **Activité** : une baisse de 22 % du CA durant la période de confinement. 70 % des IAA déclarent une baisse de CA. (source : baromètre ANIA COVID19)
- **Trésorerie /marges** : -4 % sur un an entre 2019 et 2020. Le taux de marge s'inscrit à un plus bas niveau historique. Source : Insee
- **RHD** : Entre mars et juin 2020 la baisse de chiffre d'affaires en RHD atteint 57%. (source : baromètre ANIA COVID19)
- **Investissement** : une baisse cumulée de 9 % entre 2019 et 2020 (deux fois plus forte que celle observée dans l'ensemble de l'industrie). Source : Insee
- **Production industrielle** : une baisse de 1 % sur un an pour l'alimentaire, -14,4 % pour les boissons. La production s'inscrit à son plus bas niveau depuis 2009 (source : Insee).

- **Prix** : 8 années de guerre des prix et de déflation. Une destruction de valeur de près de 7 milliards d'euros sur l'ensemble de la filière (*source : Nielsen*)
- **Export** : baisse de 16 % du solde commercial en 2020. A près de 6,7 milliards d'euros, il s'inscrit à son plus bas niveau depuis 2010 (*source : Douanes*). Mesuré hors boissons le solde s'inscrit à -4,9 Md€.
- **Emploi** : une entreprise sur trois envisage de procéder à un licenciement économique dans les prochains mois (*source : baromètre ANIA COVID19*)
- **Origine** : dans l'agroalimentaire, le « made in France » représente 60 % de la consommation en biens alimentaires, quand il ne représente que 14 % sur le champ des produits fabriqués (*source : Insee*)

## FOCUS n°1 : Quelle est la situation du secteur agroalimentaire en termes de trésorerie ?



Le secteur agroalimentaire a contribué à la continuité de l'activité économique française, mais à quel prix ? A quel prix en termes d'activité et de trésorerie ? Les premières victimes de la crise du COVID19 sont les TPE-PME (98% des IAA), qui maillent de territoire et qui subissent de plein fouet l'arrêt de certains marchés (RHD) et un resserrement de l'offre en rayons (GMS). La crise du COVID 19 a par ailleurs exacerbé des tensions qui préexistaient bien en amont. De façon globale, elle a réduit la capacité d'autofinancement des entreprises du secteur, alors que celle-ci n'a cessé de se dégrader depuis des années. L'industrie agroalimentaire a aujourd'hui l'un des niveaux de rentabilité les plus faibles de la zone euro.

## FOCUS n°2 : En 2020 quelle est l'évolution des prix des produits alimentaires en rayons ?

Tableau : Inflation de l'offre / Evolution des prix entre juin 2019 et juin 2020

	Plus grandes marques	Toutes marques fabricants	MDD	Premiers prix	Exhaustif
Épicerie	-1,10%	-0,60%	-0,40%	0,90%	-0,50%
Liquides	-0,30%	-0,10%	-0,30%	0,70%	-0,10%
DPH	-2,20%	-1,60%	-1,10%	0,30%	-1,50%
Frais LS	-1,30%	0,00%	0,30%	3,80%	0,30%
Alimentaire	-1,30%	-0,60%	-0,30%	1,70%	-0,50%
Non-alimentaire	-1,40%	-0,50%	-0,30%	0,10%	-0,50%
Total	-1,30%	-0,60%	-0,30%	1,60%	-0,50%

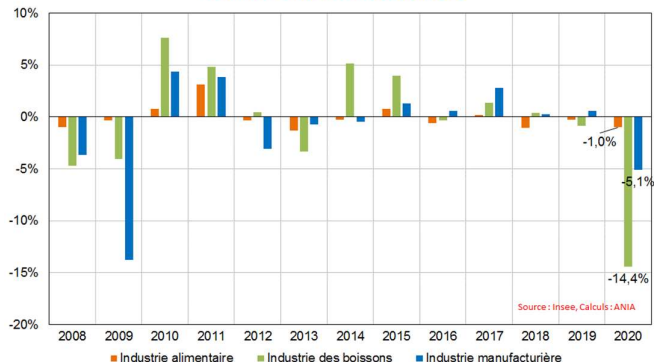
Source : Nielsen

L'année 2020 marque un retour à la déflation. Celle-ci concerne désormais tous les rayons, des plus grandes marques aux MDD. S'inscrivant à -1,3 % sur un an en juin, l'inflation de l'offre retrouve un rythme de progression enregistré au plus fort de la guerre des prix, entre 2013 et 2015.

# Conjoncture 2020 : Une production à son plus bas niveau depuis 2009

## 1. Evolution de la production dans le secteur agroalimentaire.

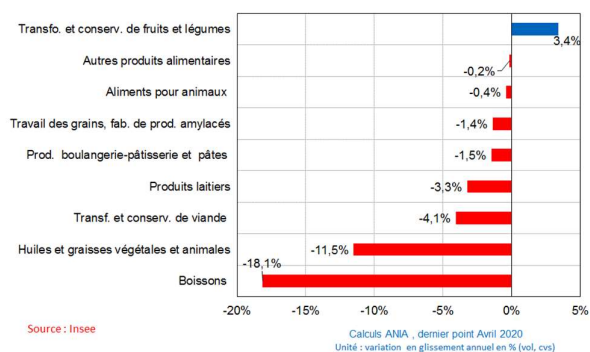
Evolution de la production : comparaison entre les IAA et l'industrie manufacturière



### Une production encore résiliente dans l'alimentaire, mais qui s'effondre dans le secteur des boissons

En pleine crise économique, la production alimentaire (hors boissons) fait preuve d'une grande résilience. En Mai 2020, sur 12 mois glissants, la production alimentaire affiche une faible contraction (-1%) par rapport à l'ensemble de l'industrie manufacturière (-5,1%). De son côté et face à un secteur de restauration totalement sinistré, la production du secteur des boissons affiche une très forte contraction depuis le début de l'année (-14,4%).

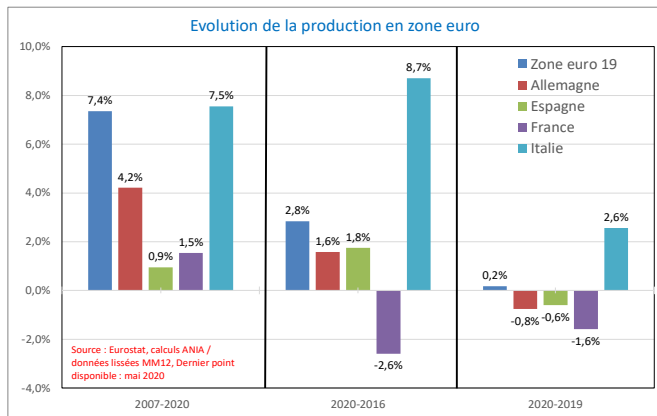
Variation en glissement annuel de la production par secteur sur la période Février-Avril 2020



### Une baisse de production alimentaire constatée dans la majeure partie des secteurs

Sur la période Février-Avril 2020, seule la transformation et conserves de fruits et légumes (+3,4%) se redresse par rapport à la même période de l'année dernière. Pour le reste, la production s'inscrit en baisse : le recul est particulièrement prononcé s'agissant des huiles et graisses végétales et animales (-11,4%) et les boissons (-18,1%). Malgré une certaine forme de la résilience de la production alimentaire, les disparités intra-sectorielles restent très fortes et prononcées.

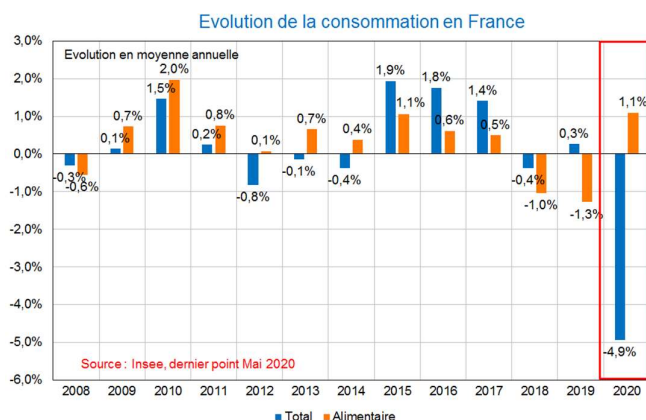
Evolution de la production en zone euro



### Au sein de la zone euro, la France fait figure d'exception européenne

Depuis plusieurs années, l'industrie agroalimentaire française affiche une baisse de la production. Entre 2016 et 2020, la production agroalimentaire française accuse un repli de 4,2 % lors que la production européenne se redresse de 3 %. L'écart se creuse notamment vis-à-vis de la production Italienne, Espagnole ou encore Allemande. Dans ce contexte, le renforcement de la production apparaît étroitement lié à celui des conditions de compétitivité de la première industrie de France.

## 2. Environnement de la demande : une consommation mieux orientée et une hausse inédite depuis 2015



### La consommation alimentaire se redresse, après 2 ans de « déconsommation »

Après de nombreux mois de baisse persistante, la consommation alimentaire se redresse au cours des 5 premiers mois de l'année 2020 (+1,1%). La crise sanitaire et économique a mis fin (provisoirement ?) aux comportements d'arbitrage et de déconsommation, en défaveur des dépenses alimentaires. Considérée comme un bien de 1<sup>ère</sup> nécessité, l'alimentaire a vu sa consommation repartir contrairement à la consommation d'ensemble, qui cède brusquement (-4,9%).

### Une guerre des prix toujours vive en rayons

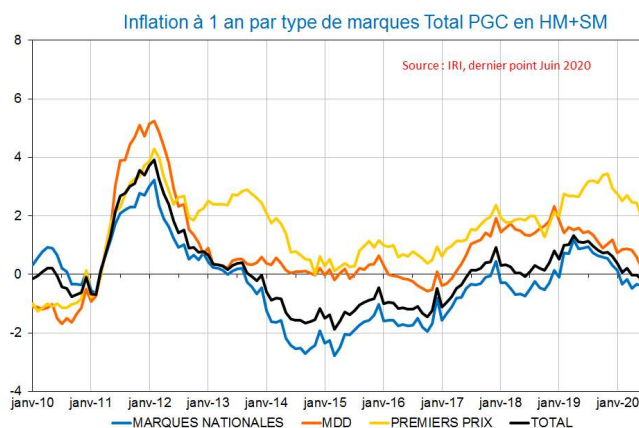
En juin 2020, l'inflation de la demande s'établit à -0,2 % sur un an pour l'ensemble des produits de grande consommation.

Dans le détail :

- Le prix des marques nationales est en déflation sur 1 an (-0,39%).
- Le prix des marques de distributeurs est en inflation sur 1 an (0,22%).

L'inflation globale (tous secteurs de l'économie), s'inscrit par ailleurs à 0,4% en juin.

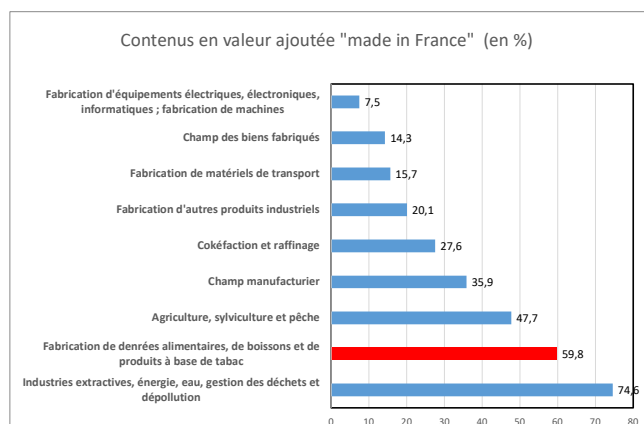
Depuis 2012, un écart de plus de 10 % s'est creusé entre l'évolution des prix alimentaires et l'inflation globale, conséquence directe de la guerre des prix en rayons.



### En rayons, les performances par intervenants demeurent très hétérogènes

**Dans l'agroalimentaire, le « made in France » représente 60 % de la consommation en biens alimentaires.** Pour l'ensemble des produits manufacturés, le made in France que 36 %, quand il ne représente que 14 % sur le champ des produits fabriqués (fabrications d'équipements électriques, électroniques et informatiques, matériels de transports et autres produits industriels).

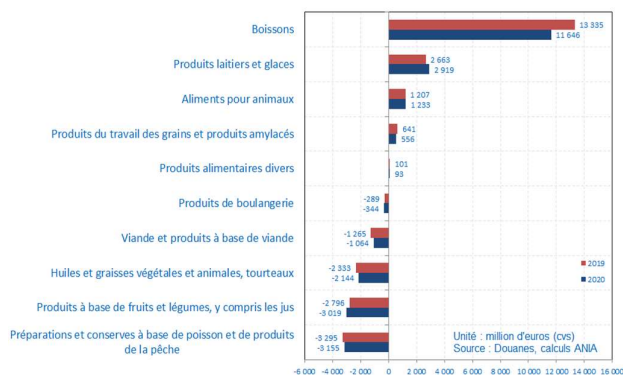
**La notion de « Made In France » s'apprécie donc de manière très différenciée suivant l'économie et le secteur considéré. Par essence, l'industrie agroalimentaire restée profondément ancrée dans les territoires, transformant 70 % de notre agriculture et faisant vivre de nombreuses exploitations. 80 % des produits alimentaires consommés en France sont fabriqués localement.**



Source : Insee

## 4. Une ambition à l'export à réaffirmer. Elle passe nécessairement par une amélioration des conditions de compétitivité

Solde commercial par secteur sur la période 2019/2020

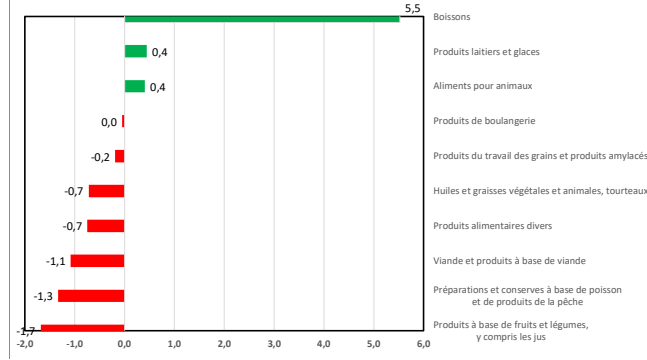


Dernier point : Mai 2020

### Des performances à l'export favorables mais concentrées sur un nombre limité de secteurs

A l'issue de Mai 2020, le solde commercial des industries agroalimentaires affiche une légère contraction sur un an. Sur les 12 derniers mois, il s'établit à 6,7 Md€ après 7,9 Md€ en 2019, porté principalement par le secteur des boissons et dans une moindre mesure, le secteur laitier. En revanche, s'agissant du secteur du poisson, des fruits et légumes ou encore des « corps gras », la situation commerciale se dégrade. Mesurée hors boisson, le déficit, s'inscrit à 4,9 Md€ sur les 12 derniers mois. Pour rappel, le solde était globalement à l'équilibre au milieu des années 2000.

Evolution du solde commercial par secteurs entre 2005 et 2020

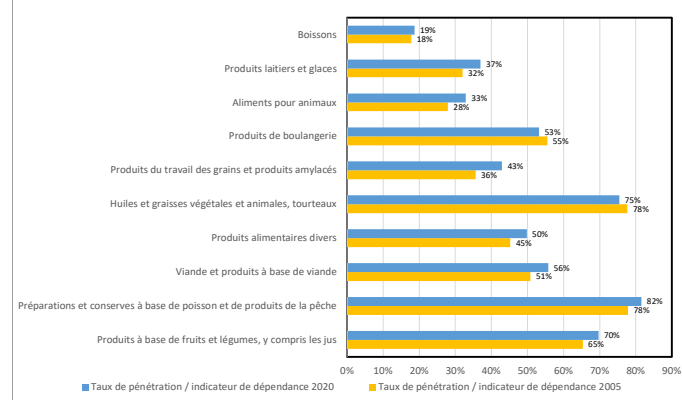


Dernier point : Mai 2020

### Une perte de compétitivité durable et multisectorielle

Depuis 2005, seuls quelques secteurs ont vu leurs performances commerciales se renforcer : les boissons et dans une moindre mesure, les produits laitiers et aliments pour animaux. Les autres secteurs subissent en revanche une dégradation de leur performances commerciale, notable s'agissant de la filière fruits et légumes, poissons et viandes.

Taux de pénétration du secteur agroalimentaire



Dernier point : Mai 2020

### Des filières structurellement plus dépendantes aux importations

Dans un contexte de hausse continue des importations agroalimentaires depuis 2005, le taux de pénétration des importations (mesurant la part de l'activité directement importée dans le secteur) progresse dans bon nombre de secteurs. La hausse est plus prononcée s'agissant du **travail du grain, des industries de viande et de transformation des fruits et légumes**, signe d'une érosion manifeste de la compétitivité.

- Ces industries totalisent : 50 % du nombre total d'entreprises, 40% des effectifs et 30 % du chiffre d'affaires des industries agroalimentaires.
- Elles expliquent 60 % de l'érosion de la balance commerciale depuis 2005 et sont confrontées à des enjeux de rentabilité important (le taux de marge de ces 3 filières s'inscrit à 22 % lorsqu'il est proche de 35 % pour l'ensemble des IAA).